

STATEMENTS
AND
SPEECHES



DÉCLARATIONS
ET
DISCOURS

90/12

Notes pour un discours
de Monsieur L. Yves Fortier,
Représentant permanent et Ambassadeur du Canada
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
à la Conférence annuelle des Organisations
non gouvernementales sur la liste
du Département de l'information des Nations Unies
"Un monde sûr pour l'enfance:
Défi à relever pendant les années 90"

New York (États-Unis)

le 13 septembre 1990

Je suis honoré de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à cette Assemblée sur un sujet aussi crucial: nos responsabilités à l'égard des enfants et ce que devrait leur apporter le Sommet organisé spécialement à leur intention. Je tiens à féliciter Mme Sévigny et ses collègues du Département de l'information pour l'initiative dont ils ont fait preuve dans l'organisation de cette conférence. Je tiens également à féliciter les représentants des organisations non-gouvernementales d'avoir tant accompli pour les enfants au cours des dernières décennies, de leur dévouement, de leur persévérance et leur perspicacité.

Les statistiques sont accablantes. Elles brisent les coeurs les plus durcis. Des milliers d'enfants meurent tous les jours de malnutrition et de maladies pour lesquelles il existe des moyens de prévention, des milliers d'autres sont sous-alimentés, sans abri et sans vêtements, sans parler de ceux qui, de tout temps, ont été maltraités, négligés et condamnés à errer. Cela en dit long sur nos priorités, alors que l'on traverse l'époque la plus prospère de notre histoire.

Ces enfants, nous les connaissons. Nous les avons vus à la télévision, nous les avons vus dans les rues de New York et de Montréal et au cours de nos voyages et de nos missions à l'étranger. Nous en voyons chaque jour autour de nous. Ils représentent à nos yeux plus que des statistiques car nous savons que derrière chaque chiffre se dissimule un être dont la vie est un tumulte de larmes, de souffrances et de désespoir. Nous savons aussi au fond de nous que tous les enfants devraient avoir droit à une part d'amour et de bonheur.

Le Sommet mondial pour les enfants portera, en partie, sur les statistiques et les moyens de réduire le nombre des enfants qui souffrent à travers le monde et d'assurer à chaque enfant la part de bonheur qui lui revient. Mais ce sera surtout un Sommet de l'espoir au cours duquel les participants se pencheront sur les moyens les plus judicieux d'améliorer le sort des enfants - notre avenir - grâce aux soins de santé et à l'éducation. Nous devons absolument améliorer la qualité des soins. Le moindre relâchement, nous le voyons, peut avoir des conséquences néfastes. Nous devons redécouvrir les avantages étonnants d'investir dans le capital que sont les êtres humains, dans les soins de santé, dans l'enseignement primaire et dans les efforts afin d'améliorer la condition de la femme.

Nous avons les moyens de le faire. Nous avons les compétences et la technologie nécessaires pour réduire les taux de mortalité chez les nourrissons et les enfants, pour combattre la malnutrition et les maladies infantiles, pour assurer à tous, l'accès à l'eau potable, à l'hygiène, et à une éducation de base. Il existe des solutions peu coûteuses. Ce qui a manqué jusqu'ici, c'est la volonté de déployer les efforts soutenus et

coordonnés pour leur mise en place. C'est la volonté des hauts responsables politiques d'accorder plus d'attention à la mise en place des mesures nécessaires pour assurer la survie, la protection et l'éducation des enfants.

C'est là l'objectif de ce Sommet. Il nous faut reconnaître que c'est aux enfants que nous nous devons d'accorder la plus haute importance. Insister pour que les enfants ne soient plus victimes des folies de leurs aînés. Souligner qu'il faut considérer comme normal, et non plus comme un luxe, la préservation de l'environnement intégral de l'enfant, que ce doit être là le premier devoir de toute société civilisée.

Vous qui nous parlez de ce problème depuis des années vous allez me demander pourquoi nous avons tant tardé à réagir. Parce que, entre autres, les tensions Est-Ouest qui ont dominé les relations internationales pendant la plus grande partie de l'après-guerre ont rendu terriblement difficile, sinon impossible, toute action internationale concertée pour venir en aide aux enfants ou venir à bout d'autres questions. Ce n'est à peu près que l'an dernier - avec la chute du mur de Berlin et tout ce qu'il représentait - que nous avons pu sérieusement envisager une action à l'échelon mondial - car il faut qu'elle soit internationale. Il ne s'agit pas seulement des enfants au Canada, au Mali ou dans un autre pays. Il s'agit des enfants du monde entier. La crise de l'enfance dépasse les divisions entre peuple et entre États. Elle dépasse les classes sociales, les idéologies, les religions et les cultures. Heureusement, les compétences et les moyens nécessaires pour la mise en place de solutions universelles ne tiennent pas compte non plus des frontières.

On s'est peu à peu rendu compte que les questions intéressant les enfants ne peuvent être séparées - mais doivent au contraire être abordées comme un ensemble. Ceci nous a amené à examiner les dépenses consacrées aux différents programmes nationaux et internationaux, en accordant une attention nouvelle à l'enfance. On se rend mieux compte aujourd'hui de la vulnérabilité des enfants. Ce n'est pas, reconnaissons-le, aux enfants de s'adapter à notre monde mais bien à nous de leur offrir un monde dans lequel ils pourront se développer et s'épanouir harmonieusement.

En tant que coprésident du Sommet, le Canada s'est fixé trois objectifs. Premièrement, nous voulons mieux faire connaître et comprendre les problèmes qui affectent les enfants du monde entier. Deuxièmement, nous voulons encourager les pays qui n'ont pas encore signé et ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant de le faire. À ce propos, j'ai l'honneur de vous informer que le Canada a signé ce document historique le 28

mai, et qu'il fait actuellement des démarches auprès des provinces en vue de sa prompte ratification. Troisièmement, nous voulons que tous les pays se souviennent de la Déclaration et prennent des mesures pour donner suite au Plan d'action.

Tous les pays, qu'ils soient développés ou en voie de développement, doivent être amenés à se rendre compte des répercussions de leurs politiques et de leurs mesures sur le bien-être des enfants. Nous devons viser à léguer à nos descendants une planète stable, prospère et saine. Mais les enfants ne doivent pas seulement hériter d'un monde meilleur à l'avenir, ce monde meilleur, ils doivent pouvoir y vivre aujourd'hui.

Depuis un an, en tant que représentant personnel du Premier ministre Mulroney, je suis - avec les pays promoteurs, les Nations Unies et le Comité de planification - étroitement associé aux préparatifs du Sommet, à l'élaboration du programme, ainsi qu'à la rédaction du projet de Déclaration et du Plan d'action. J'ai rencontré des volontaires et des représentants d'ONG. Je me suis entretenu du Sommet avec les membres de différents comités de rédaction, et accordé des douzaines d'entretiens à des journalistes. J'ai été profondément touché par l'engagement personnel dont chacun a fait preuve. J'ai été inspiré par le dynamisme de mes collègues des cinq autres pays promoteurs du Sommet, qui sont représentés aujourd'hui à cette tribune. Nous avons tous été encouragés par l'UNICEF et le leadership de James Grant sans la perspicacité et la détermination duquel ce Sommet ne se serait jamais concrétisé. Enfin, j'ai pu me rendre compte - au Canada comme à New York - de l'ampleur de l'engagement et de la compétence des organisations non gouvernementales. Ce sont elles qui animent les programmes d'intérêt général et qui aident à leur exécution. Nous leur sommes extrêmement reconnaissants.

Mais le Sommet comme tel ne suffit pas. Il peut être source d'inspiration et d'élan. Il peut, grâce à la Déclaration et au Plan d'action, nous permettre d'établir des objectifs et un cadre d'action. Mais pour donner une suite concrète à ces documents, il faudra la collaboration des gouvernements, des organismes internationaux, des organisations bénévoles, des familles et de tous et chacun. Vous avez un rôle important à jouer sur ce plan. Vous représentez les organisations les plus proches des communautés et des enfants. Vous avez l'expérience et l'enthousiasme nécessaires. C'est grâce à vos efforts et à votre contribution que nous avons pu sauver des millions d'enfants et que nous pourrons, soutenus par les dirigeants du monde entier, à en sauver encore des millions.

Si nous en jugeons par l'expérience des années 80, c'est seulement en mobilisant tous les secteurs de la société - y

compris ceux qui n'ont jamais prêté attention aux problèmes de la survie, de la protection et de l'éducation de l'enfant - que des progrès pourront être accomplis dans ces domaines.

Nous, les gouvernements, ferons appel à vos conseils et à votre aide dans nos efforts en vue de satisfaire aux objectifs du Sommet. Nous vous demanderons de nous aider à continuer d'accorder notre attention au bien-être des enfants du monde entier. Nous vous demanderons votre aide pour diffuser les connaissances et les compétences essentielles jusque dans les foyers. Nous espérons que vous ferez pression sur nous afin que les besoins des enfants restent toujours une de nos grandes priorités. Nous espérons que, grâce aux collectes de fonds que vous entreprendrez et l'action que vous mènerez sur le terrain, vous contribuerez directement à épargner des vies humaines et à améliorer la santé et l'éducation des enfants. La vraie mesure du succès du Sommet ne sera pas connue au soir du 30 septembre. Ce succès se mesurera dans de nombreuses années, au nombre d'enfants qui auront survécu et qui mèneront une vie plus heureuse grâce aux mesures prises à cette occasion.

Au Canada, nous avons la chance d'avoir un nombre d'ONG qui nous aide à déterminer la forme de notre participation au Sommet. La Coalition canadienne des droits de l'enfant représente plus de trente organisations s'intéressant au sort des enfants au Canada et dans le monde. Ensemble, nous avons examiné les politiques à suivre et les forces à mobiliser. La Coalition canadienne des droits de l'enfant a organisé à travers le pays des ateliers afin que les enfants et les jeunes aient la possibilité de faire connaître leurs vues au Premier ministre Mulroney avant sa participation au Sommet. Elle a également publié un Énoncé de principes extrêmement minutieux.

Dans deux semaines, ici même à New York, 80 dirigeants de diverses nations - la plus grande assemblée jamais vue - se trouveront réunis pour une journée et demie d'intenses discussions sur la protection et la croissance des membres les plus vulnérables et les plus précieux de notre société. Ce ne sera qu'un début. Avec votre aide, votre énergie, et l'élan qui sera donné par les dirigeants, nous réussirons à assurer un monde meilleur, plus sûr et plus sain aux enfants du monde entier.